

Islam: pourquoi beaucoup, en France, s'interdisent de nommer les faits qui gênent

PHILIPPE IRIARNE

élève de l'École technique et directeur de recherche au CNRS, sociologue* analyse des aspects psychologiques des usages culturels qui, en France, conduisent à ce que les Français s'expriment dans l'espace public en évitant la censure et au déni de certains aspects sociaux.

Il n'est sans doute pas de sujet plus clivant dans la France d'aujourd'hui que ce qui touche à l'islam et au monde musulman. Il n'est quasiment pas de semaine sans que la polémique ne renaisse à son propos: la tenue islamique, du burkini dans les piscines aux mères voilées accompagnant les sorties scolaires, vue par certains comme un symbole féministe de liberté en dépit de la place que lui donnent les pays musulmans les plus attachés à l'enfermement des femmes; les agressions contre des juifs ponctuées de « Allah akbar », dont on voit nier qu'elles aient un rapport avec une forme d'antisémitisme. D'autres thèmes surgissent de façon plus épisodique, telles, récemment, les manifestations des supporters de l'équipe de football d'Algérie, que tout le monde aurait trouvées insupportables si les supporters du PSG ou de l'OM étaient en cause, mais où tout un courant d'opinion n'a voulu voir qu'un épisode festif. Les accusations fusent en tous sens, portées par des labels vengeurs, entre islamogauchisme et islamophobie. Ce n'est manifestement pas du même islam que parlent ceux qui s'affrontent. C'est que, à son propos, des imaginaires très contrastés, porteurs de repères tout aussi contrastés, sont à l'œuvre. Face à l'islam, la gauche paraît particulièrement à la peine quand il s'agit de reconnaître l'existence de faits problématiques. Mais la droite elle aussi a du mal à se situer.

La gauche s'affirme passionnément attachée à la liberté et à l'égalité. Or, les pays musulmans témoignent jour après jour du fait que l'islam fait mauvais ménage avec l'une et l'autre. La liberté de conscience y est malmenée: aucun ne reconnaît le droit pour un musulman de se convertir à une autre religion. Aucun n'accepte pleinement dans la loi l'égalité entre hommes et femmes. Même la Tunisie, en pointe dans ce domaine au sein du monde musulman, jusqu'à autoriser depuis peu une musulmane à épouser un non-musulman, n'a pas osé à ce jour (quoique ce projet ne soit pas abandonné) mettre un terme aux inégalités en matière d'héritage. Cela serait une transgression majeure tant le Coran est explicite en la matière: « *Voici ce qu'Allah vous enjoint au sujet de vos enfants: au fils, une part équivalente à celle de deux filles.* » (Coran, IV, 11).

On pourrait donc s'attendre à ce que la gauche dénonce massivement cette hostilité aux valeurs de la République. C'est bien ce que fait une partie d'entre elle, que l'on peut qualifier de républicaine. Mais la majorité d'une gauche dite antiraciste dénonce plutôt ceux qui jettent sur le monde musulman un regard empreint de réalisme. C'est

que toute une conception de ce que c'est qu'être de gauche, d'avoir une identité de gauche, est à l'œuvre.

La gauche se veut l'héritière de la Révolution française, ennemie de l'Ancien Régime, avec ses privilèges, les mille distinctions qui structuraient la vie sociale entre nobles et roturiers, maîtres et serviteurs, chrétiens et juifs, aînés et cadets, enfants légitimes et naturels. Son rapport au monde est aussi nourri de la mémoire d'innombrables luttes menées contre toutes les formes d'oppression exercées par un segment de la société sur un autre, l'esclavage, l'exploitation des travailleurs, la Shoah. Il s'agit donc pour elle d'œuvrer à l'avènement d'une société de citoyens que rien ne distingue, dans une vision de la nation exclusivement politique, refusant tout attachement, volontiers qualifié d'ethnique, à un héritage singulier.

Dans cette perspective, seuls ceux qui diffèrent par leurs options politiques,

Comme la meilleure défense est l'attaque, ce sont ceux qui prêtent attention aux aspects problématiques de l'islam qui sont dénoncés, accusés d'être aveuglés par une hostilité viscérale envers l'islam en soi et les musulmans en tant que tels

progressistes et conservateurs, méritent d'être distingués. Il convient, pour beaucoup à gauche, d'effacer toutes les distinctions traditionnelles, progressivement vouées aux poubelles de l'histoire, jusqu'à celles qui ont longtemps paru aussi naturelles que la distinction entre hommes et femmes. Toute idée de retour en arrière, séparant les citoyens en catégories traitées inégalement, suscite l'indignation, comme quand il a été question de déchoir de la nationalité française les seuls terroristes binationaux.

On a affaire à une vision de l'homme qui entend transcender les contingences de ce bas monde, ainsi que l'exprime Tocqueville, pour qui la Révolution française « *a opéré, par rapport à ce monde, précisément de la même manière que la révolution religieuse agissant en vue de l'autre; elle a considéré le citoyen d'une façon abstraite, en dehors de toutes les sociétés particulières, de même que la religion considère l'homme en général, indépendamment du pays et du temps.* » Comment dès lors constater et analyser ce qui singularise l'islam, entre les difficultés d'une démocratie pluraliste à prospérer dans les pays musulmans, le statut qui y est réservé aux minorités religieuses, le terrorisme mené au nom d'Allah, ou, dans notre pays, les mouvements qualifiés

de « partition » ou de « sécession » par les derniers présidents de la République ?

Reste la construction d'un mythe dont l'objet, affirme Lévi-Strauss, « *est de fournir un modèle logique pour résoudre une contradiction (tâche irréalisable si la contradiction est réelle).* ». Un islam imaginaire, « religion de paix », protégé par une sorte de muraille de Chine de ce qu'enseigne l'observation, est présenté comme le « vrai islam ». Tout ce qui questionne l'image d'Épinal ainsi construite est réputé n'avoir « rien à voir avec l'islam » ou du moins relever de simples « dérives ». Si celles-ci concernent l'ensemble des pays musulmans, ce qui suggère qu'elles ont un caractère structurel, il s'agit, est-il affirmé, d'un pur concours de circonstances. Les musulmans qui sombrent dans le terrorisme ont des problèmes psychiatriques ou sont victimes de sociétés qui les rejettent. Alors que la colonisation française du Maghreb est déclarée « crime contre l'humanité », la colonisation musulmane de l'Espagne est présentée comme éminemment civilisatrice, facteur de culture et de paix. Une option minimale permet de reconnaître

l'existence d'aspects sombres de l'islam, tel le fait de réserver aux femmes un statut inférieur, mais à condition de déclarer que toutes les religions font de même.

Et puis, comme la meilleure défense est l'attaque, ce sont ceux qui prêtent attention aux aspects problématiques de l'islam qui sont dénoncés, déclarés islamophobes, accusés d'être aveuglés par une hostilité viscérale envers l'islam en soi et les musulmans en tant que tels. Là encore, le discours ne veut rien connaître des faits. Une observation attentive montre que ce que les sociétés occidentales rejettent massivement n'est nullement l'islam comme foi mais un ordre social islamique, ennemi de leurs valeurs cardinales de liberté et d'égalité. Loin d'être hostiles de manière indiscriminée aux musulmans, elles réservent un bon accueil à ceux qui cherchent à s'y intégrer. Mais, dans une vision de gauche, le simple fait de scruter sans a priori la réalité du monde musulman fait scandale, car cela risque de conduire à « stigmatiser » un groupe particulier de citoyens.

Face à cette construction idéologique, la droite s'unirait-elle pour construire un discours de vérité ? Il n'en est rien. Certes, opérer des distinctions entre les citoyens ne la choque pas. Sa vision de l'égalité

reste largement celle d'Aristote: traiter de manière égale ce qui est semblable et de manière inégale ce qui diffère. Prêter attention aux spécificités du monde de l'islam s'impose donc. Mais elle est engluée elle aussi dans des imaginaires qui diffèrent, pour reprendre la distinction classique de René Rémond, entre les trois droites.

Pour la droite légitimiste, attachée à l'héritage de la France de toujours, l'islam est un corps étranger, à considérer en bloc; les musulmans doivent s'assimiler jusqu'à respecter scrupuleusement les us et coutumes de leur nouvelle patrie et l'idéal serait qu'ils disparaissent en changeant de religion. La droite bonapartiste croit à la toute-puissance de l'État et considère qu'il va de soi que si celui-ci se montre suffisamment ferme, les musulmans se comporteront en bons citoyens tout en pratiquant dans le privé une religion qui a, en soi, trop peu d'importance pour mériter qu'on s'y intéresse. Pour la droite orléaniste, les musulmans forment une collection d'individus indépendants dont chacun a le droit d'agir à sa guise, et il n'y a pas lieu de prêter attention à l'emprise collective d'un islam social et politique.

La confusion qui en résulte sur la question de l'islam est d'autant plus grande que des visions très diverses peuvent coexister au sein d'une même famille politique, surtout quand ses racines sont « en même temps » à droite et à gauche. Cette confusion s'ajoute à d'autres facteurs qui rendent difficile d'aborder avec quelque objectivité ce qui touche à l'islam. Toutes sensibilités politiques confondues, les pouvoirs publics veulent éviter, en prêtant le flanc à l'accusation de « maltraiter l'islam », de mettre en danger leurs relations avec les pays du Golfe. Notre justice, attentive aux libertés individuelles quand l'action de l'État les menace, ne s'y intéresse guère quand la pression sociale prend des formes suffisamment subtiles pour ne pas tomber d'évidence sous le coup de la loi: l'ostracisme, la crainte d'être mal jugé, le chantage affectif.

Comment, dans ces conditions faire preuve de réalisme à l'égard des héritiers du monde musulman présents sur notre sol et agir avec intelligence pour permettre leur bonne intégration dans le monde occidental ? Il est temps, pour les Français de tout bord, de se rappeler qu'ils ont en partage l'héritage des Lumières et de chercher à se retrouver autour de son idéal de lucidité dans des débats attentifs aux réalités du monde.

* Philippe d'Iribarne vient de publier un ouvrage remarqué, « *Islamophobie. Intoxication idéologique* » (Albin Michel, 2019, 233 p., 19 €).

Le moins-disant intellectuel est notre avenir

IS VANETTE

ne historien* ans la suppression de preuves écrites d'admission des Po un indice d'autres d'une baisse de s'agissant de formation des futurs du pays.

La France va-t-elle vers un déclasserement intellectuel ? Le baccalauréat ne veut presque plus rien dire, les diplômes universitaires sont souvent délivrés au prix d'un abaissement des exigences de notation, et, bientôt, sortir des grandes écoles risque d'être chose quelconque. Sciences Po montre l'exemple. Après avoir diminué l'importance des disciplines traditionnelles comme l'histoire dans l'enseignement dispensé, l'IEP a annoncé la suppression des épreuves écrites pour être admis en première année. La pente est trop forte. Toutes les grandes écoles seront tentées de suivre, comme le confirme une déclaration de Frédérique Vidal, ministre de la Recherche, préconisant la suppression de l'épreuve de culture générale pour intégrer ces établissements à la réputation trop élitiste. On parle de « démocratisation »

et de « lutte contre les inégalités » pour légitimer ces mesures, en oubliant qu'à force de tout justifier ainsi, on vide ces concepts de tout sens précis. Sur fond de discrimination positive, nous nous américanisons au détriment de notre modèle méritocratique, alors même que les États-Unis préservent l'excellence de leur enseignement supérieur pour gagner la bataille de la concurrence mondiale des universités.

Qui est responsable de cette débâcle collective ? Est-ce l'État ou la société ? Désamour pour les livres, déclin des humanités et de la culture générale, culte d'Internet et de l'information en continu et primat de l'oralité contribuent à ces renoncements. Et les gouvernements successifs, depuis près de vingt-cinq ans, précipitent ce saut dans le vide.

On ne souscrit pas ici à l'hypothèse d'un suicide français, voulu, prémédité et acté, mais plutôt à un long

et irrémédiable naufrage, devant lequel nous restons impuissants. En médecine, on appelle cela se laisser mourir par glissement, sans avoir plus goût à la vie. Il y a continuité entre nos présidents depuis Chirac à cet égard. On pense qu'un léger coup de barre à droite puis à gauche suffira pour empêcher le navire de sombrer. Or l'histoire est sans pitié pour ceux qui n'ont pas de cap. En 1789, cela faisait plus d'un demi-siècle que la déliquescence des institutions et des mœurs avait commencé. Raymond Aron mettait en garde contre « l'excès de compromis », y décelant la véritable corruption des démocraties.

On ne peut réformer l'école sans toucher au lycée et à l'enseignement supérieur. Si l'on promeut l'écrit au primaire, il faut compléter ce choix dans le supérieur, car tout se tient. L'instruction publique est le reflet de notre société et comme un avant-goût de l'avenir.

Les Jacobins avaient, sous la Terreur, créé l'École de Mars où l'on formait dès l'enfance au métier de soldat. Afin de gommer les inégalités, les élèves étaient vêtus d'une blouse blanche de tissu épais, quelle que soit la saison. Aux premiers frimas de l'hiver, les jeunes eurent froid et voulurent rentrer chez eux. L'école ferma. L'éducation ne saurait être le laboratoire d'un pédagogisme à connotation politique. Le maître doit dispenser bonnes et mauvaises notes au gré du savoir. L'instruction est formation des cœurs et des esprits pour donner un bagage dans la vie. Jules Vallès ne s'y est pas trompé dans *Le Bachelier*: « *Je n'ai qu'une petite malle, mais j'ai mon éducation.* »

* Auteur de « *Quatre-vingt-quinze. La Terreur en procès* », préface par Patrice Gueniffey (CNRS Éditions, 2017), prix de thèse de l'Assemblée nationale et prix d'histoire de la Fondation Stéphane Bern-Institut de France.